

MALAISE AU SEIN DE L'UNION DES AUTO-ÉCOLES

Un congrès extraordinaire en préparation

Les membres du bureau national de l'Union nationale des auto-écoles, réunis le 5 mars dernier en présence de M. Salah Souilah, secrétaire général de l'Union nationale des artisans et commerçants algériens (UGCAA), ont décidé d'organiser un congrès extraordinaire urgent, et ce, dans un délai ne dépassant pas deux mois, selon un communiqué parvenu à notre rédaction.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Cette réunion, qui devrait avoir lieu à la fin du mois d'avril prochain, selon M. Taklicht Djamel, vice-président de l'union, permettra de revoir la composition du bureau national de l'union.

Notre interlocuteur évoquera ainsi la mauvaise gestion des affaires de l'union, des prises de décisions unilatérales, la non-présentation du rapport financier du dernier congrès ainsi qu'une mauvaise coordination avec la tutelle, en l'occurrence le ministère des Transports.

Les membres du bureau ont également relevé d'autres problèmes

internes à l'union. Cette situation de malaise au sein de l'organisation n'est pas pour aplanir les difficultés dans lesquelles se débattent les auto-écoles.

En effet, ces dernières doivent faire face depuis quelques mois à une difficile adaptation aux nouvelles règles de pratique de leur activité. Il s'agit, notamment, du nouveau programme de formation qui a suscité le mécontentement des formateurs, vu, disent-ils, sa non-conformité avec la loi en vigueur. Il s'agit de l'absence de circuits réservés à l'apprentissage de la conduite, ceux existant actuellement ne répondant pas aux normes.



Les autos-écoles font face à une difficile adaptation aux nouvelles règles.

Les professionnels citent aussi la quasi-impossibilité d'appliquer le nouveau programme, qui, selon eux, comporte de nombreuses anomalies. Ils soulignent ainsi la limita-

tion de vitesse à 60 km sur l'autoroute lors des séances d'apprentissage alors que la loi interdit l'accès aux élèves au niveau de ces mêmes autoroutes.

L'autre difficulté citée concerne l'obligation de prodiguer les cours dans une salle d'au moins 25 mètres carrés outre des bureaux et des sanitaires ; quant au nombre de candi-

dates assistant au cours, celui-ci ne doit pas dépasser six personnes.

Les professionnels des auto-écoles s'interrogent de ce fait sur la possibilité de trouver de tels locaux, notamment dans les grandes villes. Ils redoutent aussi la hausse des tarifs pour l'obtention des permis de conduire qui rebuttera sans aucun doute les candidats.

Beaucoup d'auto-écoles ont d'ailleurs déjà baissé rideau, explique M. Taklicht. Ce dernier précisera, par ailleurs, qu'une rencontre avec des responsables du ministère de tutelle est souhaitée et une demande a été introduite dans ce sens en vue de passer en revue les difficultés rencontrées par les animateurs des auto-écoles et de trouver les solutions à même de servir les différentes parties, en particulier les candidats.

F-Z. B.

LE PORTE-PAROLE DE L'UNION GÉNÉRALE DES COMMERÇANTS ET ARTISANS ALGÉRIENS L'A DÉCLARÉ HIER :

«Les commerçants feront campagne pour le candidat Bouteflika»

L'Union générale des commerçants et artisans algériens a organisé hier une rencontre au niveau de la permanence du candidat Bouteflika à la rue Didouche-Mourad. M. Boulouar, porte-parole de l'union, a expliqué au nom des commerçants les raisons du choix du soutien au candidat Bouteflika.

Le représentant de l'UGCAA, lors de la rencontre avec la presse, dévoilait le programme adopté pour la campagne électorale et qui sera animé par les commerçants au niveau de tout le territoire national.

M. Boulouar annoncera, en outre, les résultats d'un minison- d'age effectué par l'UGCAA et qui concerne la participation des

citoyens à l'élection présidentielle du 9 avril prochain. Les membres de l'union ont ainsi choisi 10 wilayas pilotes où les commerçants ont interrogé des citoyens tout au long du week-end qui a coïncidé avec le début de la campagne électorale.

Selon M. Boulouar, 200 commerçants ont participé à l'opération et chacun d'entre eux

a interrogé 10 citoyens. Parmi les wilayas concernées figurent Alger, Blida, Béjaïa, Ghardaïa et Djelfa. 2 000 personnes ont été interrogées, selon l'intervenant, qui, dévoilant les résultats du sondage, dira que 56,85 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles allaient voter le 9 avril prochain. 12,20 % ont annoncé qu'elles ne comptaient pas le faire et 30,95 % ont déclaré qu'elles n'avaient pas encore pris de décision. C'est sur cette catégorie de personnes que l'équipe de campagne de l'UGCAA compte miser pour, dira M. Boulouar, renverser la ten-

dance et obtenir un taux de participation maximum.

M. Bourouina, président de l'APC de Sidi M'hamed, abondera dans le même sens, en expliquant que les personnes qui hésitent encore doivent être convaincues de voter et donner leurs voix au candidat Bouteflika. Ainsi, les boulangers, taxieurs et autres commerçants sont appelés par l'UGCAA à aller au-devant des citoyens et à faire une campagne de proximité.

Pour M. Boulouar, les commerçants, pour ce qui les concerne, ont porté leur choix sur le président-candidat en raison du fait

qu'il leur a promis de revoir la loi sur le commerce, la création de nouveaux réseaux de distribution et la lutte contre le secteur informel. L'UGCAA, en plus de la campagne de proximité, organisera une série de meetings dans plusieurs régions du pays.

Dans chaque APC aussi, les locaux commerciaux serviront de permanences de campagne, avec comme possibilité pour les commerçants, toujours en contact avec les citoyens, de leur faire parvenir les informations et de les sensibiliser au vote, selon M. Boulouar.

F-Z. B.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DEVANT LE CORPS MÉDICAL :

«Nous n'avons pas une véritable politique de santé»

Finalement le président-candidat a opté pour une rencontre de proximité avec les représentants de la santé des wilayas de Tlemcen, Sidi-Bel-Abbès et Aïn-Témouchent pour sa campagne électorale dans la capitale des Zianides.

Ceux qui s'attendaient à un grand meeting ont été déçus, eu égard aux moyens et aux préparatifs déployés depuis l'annonce de cette visite.

C'est dans la petite salle de la Maison de la culture, en face du Palais d'El-Mechouar, qu'a eu lieu cette rencontre qui a duré à peine une heure, en présence de

quelque 300 personnes, en majorité appartenant au secteur de la santé.

Après l'intervention du président du conseil médical, le P^r Berber, qui a mis en relief «les progrès en matière de santé de la dernière décennie, grâce à la politique de réconciliation et aux efforts déployés par l'Etat», la réaction de

Bouteflika sonnait comme un désaveu pour ce genre d'éloges, et, à la surprise générale, c'est le président-candidat qui, tout en reconnaissant certains progrès, déclare devant l'assistance que «nous n'avons pas une politique en matière de santé» et de rappeler que «la santé publique ce n'est pas uniquement une affaire de médecins et d'infirmiers et que la gestion d'un hôpital n'est pas du ressort des médecins, mais de véritables gestionnaires». Le président s'est posé la

question sur la seule présence des blouses blanches dans la salle, alors que d'autres acteurs sont interpellés pour l'élaboration d'une véritable stratégie nationale de la santé et de prévention, faisant allusion aux psychologues et au rôle de l'assistante sociale pour la prise en charge des malades.

Bouteflika ira jusqu'au bout de ses critiques et remarques, en parlant d'équipements médicaux des plus performants achetés au prix fort et qui, au

bout d'un mois, ne sont plus fonctionnels. Le ministre de la Santé doit revoir sa copie et se faire aussi quelques soucis, face aux revendications des salariés de son secteur, d'autant plus que la campagne ne fait que commencer. Sur un autre registre, Bouteflika donnait l'air du candidat gagnant en affirmant que «mon programme, ce sont les réalisations de la dernière décennie et le troisième mandat c'est la continuité», en précisant que «je peux me satisfaire de mes deux man-

ats». Il clôturera son discours en appelant les citoyens à se rendre aux urnes en précisant que s'ils veulent le changement, qu'ils votent alors pour le candidat de leur choix.

A la fin de cette rencontre, il y avait une grande déception au sein du personnel médical qui n'a pu faire part de ses revendications professionnelles, car à aucun moment, le président du conseil scientifique n'a abordé ce sujet lors de son intervention.

M. Zenasni